MAI-JUIN ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

# La Relève

N°6

JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

## ÉCOLOGIE

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE

## 22 JUIN 1941

L'URSS EN GUERRE

# 1 AN DE PANDÉMIE

## POUR LES PROFITS DES CAPITALISTES

# 1 AN DE PANDÉMIE

## POUR LES PROFITS DES CAPITALISTES

➤ **FRANZ**

Depuis le 24 janvier 2020, quand les trois premier cas de COVID-19 sur le territoire métropolitain français ont été déclarés, nous sommes à notre troisième déconfinement et le virus continue à se propager. Santé Publique France (SPF) montre que 22 587 920 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin au 21 mai 2021, soit 33,6% des personnes vivant sur le territoire. Rappelons qu'une dose ne suffit pas à une protection optimale contre la COVID-19 : la majorité des vaccins autorisés en France ne sont vraiment effectifs qu'à la seconde dose. Le 22 mai, SPF affiche 12 611 cas confirmés de plus que la veille, 4 676 nouvelles hospitalisations sur les sept derniers jours et 1145 admissions en soins critiques sur les sept derniers jours. De toute évidence la stratégie de lutte contre la pandémie du gouvernement de Macron ne fonctionne pas. Les confinements successifs ne sont que les dernières « solutions » urgentes à chaque vague épidémique, la même sauce trois fois de suite avec les mêmes bilans déplorables. Les déconfinements sont seulement motivés par la reprise maximale de l'industrie et de la circulation de marchandises, et le troisième n'y échappe pas. Notre situation à la sortie de ce troisième confinement pourrait mener à une quatrième vague.

Mais tous les problèmes rencontrés depuis le début de la pandémie ne sont pas réellement le fait de ce virus et de la pandémie : ceux-ci ne font que mettre en exergue les problèmes du capitalisme lui-même. Ce mode de production est en effet le seul responsable de la situation dramatique pour le peuple-travailleur et sa jeunesse. Les moyens de production étant détenus par une infime partie de la population exploiteuse et profiteuse, les capitalistes, la production n'est pas dirigée vers la pleine satisfaction des besoins de la société mais vers l'augmentation de leurs profits. La crise du capitalisme étant aggravée par la pandémie, le camp capitaliste n'a d'autre choix que de continuer ses campagnes dévastatrices contre le peuple-travailleur et sa jeunesse et le cessez-le-feu sanitaire est finalement levé, en témoigne la reprise de la réforme de l'Assurance chômage et la casse de l'hôpital public.

Cette casse de l'hôpital public, qui plus est en pleine pandémie, se manifeste sous plusieurs aspects. D'abord une absence de mesures pendant la pandémie : au début de la pandémie, le président a plaidé la surprise mais a promis la création de lits de réanimation supplémentaires avec la formation du personnel soignant nécessaire. Mais aucune des deux promesses n'a été tenue et des lits de réanimation ont même été supprimés. En parallèle, le long processus de privatisation de l'hôpital public est toujours en cours. Des projets de fusion d'hôpitaux en de gigantesques centres hospitaliers uniques sont en cours à Paris, Nantes, Marseille et d'autres villes,

ce qui mènera à une suppression massive de postes et de lits pour rendre la médecine hospitalière majoritairement ambulatoire (c'est-à-dire qu'un patient rentre le matin pour sortir le soir). Tout cela est volontaire, car profitable aux capitalistes : la diminution des lits et des emplois publics dans la santé poussent les soignants et les patients à aller dans des cliniques privées, où le personnel est surexploité et où l'accès aux soins dépend de la richesse des patients. Enfin la mascarade des vaccins, après celle des masques, dénote de la place centrale de la valeur d'échange au détriment de la valeur d'usage accordée à une marchandise dans le capitalisme. L'hésitation constante concernant la levée des brevets sur les vaccins est la preuve que tout est sujet à profit y compris une solution durable à la fin d'une pandémie. Si la bourgeoisie n'y trouve pas son profit maximal, alors la situation ne bouge pas. La guerre des classes est bien vivace aujourd'hui, comme hier et comme demain. Le camp bourgeois lutte pour son intérêt, en conséquence contre l'intérêt du peuple-travailleur et de sa jeunesse.

***« La guerre des classes est bien vivace aujourd'hui, comme hier et comme demain. »***

Mais la gestion capitaliste de la crise sanitaire a également bien d'autres conséquences économiques et sociales : 158 400 emplois supprimés, 628 000 chômeurs en plus, 9 000 000 de travailleurs au chômage partiel et 62 000 défaillances d'entreprises attendues pour 2021.

Tout cela montre bien que nous n'avons rien à attendre de l'État, car en tant qu'État des capitalistes, des bourgeois, il ne fait que servir leurs intérêts sans se soucier du sort des travailleurs et de sa jeunesse. La construction de l'État socialiste est notre seule solution pour abattre les sources de nos maux. La planification et la gestion démocratiques de l'hôpital public et de la santé par les travailleurs eux-mêmes est le seul remède aux épidémies. En démontre l'exemple de Cuba, qui parvient à limiter la propagation du virus sur son territoire, qui a développé son propre vaccin, public et gratuit et qui a envoyé de nombreuses équipes médicales à travers le monde, tout cela en subissant le blocus criminel des États-Unis qui l'empêche de se procurer des équipements médicaux.

Nous devons nous organiser pour mener le combat contre le camp bourgeois et contre le capitalisme, pour les travailleurs et le socialisme. Nous en sommes capables, en témoignent les mobilisations massives du personnel hospitalier, notamment contre la suppression de lits dans toute la France, qui ont fait reculer l'État et son gouvernement bourgeois. ★

# LES PERSPECTIVES STRATÉGIQUES DE L'APPAREIL IMPÉRIALISTE FRANÇAIS VUES PAR L'ÉTAT-MAJOR

➤ **MIGUEL**

Dans une interview donnée au Figaro le 21 mai dernier, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, fait le point sur les priorités stratégiques de l'armée française et ses perspectives à moyen et long terme. Dans cette période, où les vieilles alliances militaires, politiques et commerciales sont remises en cause par les évolutions rapides des rapports de force économiques et diplomatiques, il est également question du positionnement de l'impérialisme français dans la configuration au niveau global de ces rapports de force.

Dans un ton particulièrement guerrier à peine caché par la solennité usuelle des militaires de carrière, le général Lecointre dessine sans nuances la Chine et la Russie, voire l'Iran, comme les ennemis stratégiques des décennies à venir. « *Puissances désinhibées qui contestent la stabilité internationale* » comme il les décrit, la contradiction principale se situerait selon lui dans la compétition entre les États-Unis et la Chine. Cependant, il insinue pour l'impérialisme français une troisième voie dans cette confrontation, celle de l'Union Européenne. Conscients de l'infériorité de leurs conditions d'accumulation de capital à celles des deux grands pôles de la contradiction inter-impérialiste qui se construit, les monopoles européens tentent depuis des années de construire dans l'UE les conditions de leur indépendance politique et militaire totale vis-à-vis des États-Unis.

Pour la France et ses monopoles, le renforcement de sa position au sein de la concurrence internationale entre les grandes puissances impérialistes passe en partie par le renforcement de sa présence et de ses interventions militaires dans le monde, y compris et surtout dans ses anciennes colonies africaines. Au premier ordre des priorités militaires du chef de l'état-major, on trouve en effet le maintien de l'ordre en métropole et dans les régions soumises à la domination française. L'attente aura été courte : à la troisième phrase de l'interview Lecointre mentionne déjà la « *frustration* », qui plus est « *interne* », du « *monde arabo-musulman* ». Le lien avec la menace sempiternelle et omniprésente du terrorisme est fait.

Si dans l'interne la question de la sécurité et la mise en avant des revendications corporatistes de certains syndicats réactionnaires de police marque ces derniers jours le débat politique en vue des présidentielles en 2022, dans la politique extérieure elle justifie le maintien des missions de l'armée française à l'étranger, et notamment la force Barkhane depuis 2014. Les pays touchés par l'opération Barkhane étant trop « faibles » pour assurer la sécuri-

té de leur propre territoire, cette force serait nécessaire. Ceci n'est pas forcément faux, et c'est bien ça le problème. Car Barkhane devient alors un élément de chantage politique – un de plus – pour assurer la domination politique de la France sur ses anciennes colonies en Afrique subsaharienne. Dans une situation où les monopoles européens se voient, comme dit plus haut, cernés par leurs concurrents, et notamment dans une région à certains égards relativement inexploitée comme le Sahel, il est prioritaire pour eux d'assurer leur mainmise. Barkhane est passée du douteux mais très opportun échec stratégique de Serval à une guerre extrêmement inégale – quantitativement et qualitativement – qui dure depuis bientôt 7 ans entre une puissance militaire de niveau mondial contre une guérilla irrégulière armée d'armes légères. La prétendue impuissance de l'armée française à en finir avec ces groupements terroristes permet d'éterniser la force Barkhane comme levier stratégique pour assurer la soumission des gouvernements locaux.

Cette mainmise se fait sous prétexte de la sécurité, et à un prix extrêmement lourd pour les travailleurs et travailleuses locaux. Ainsi, l'ONU, à travers sa Mission Multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), a confirmé que le 3 janvier dernier une frappe de l'armée française contre un mariage a tué 22 personnes dont 19 civils et 3 combattants irréguliers. La MINUSMA identifie 27 violations des droits de l'homme dans cette seule attaque. Sans surprise, Lecointre discrédite ce rapport en affirmant que des manipulations cherchent à délégitimer les engagements français.

Il est clair que les engagements militaires impérialistes se font au prix d'exactions quotidiennes contre le peuple travailleur des pays où se déroulent les interventions. Ces opérations se font sur la base de gouvernements fantoches, d'États faibles et dépendants basés sur des élites locales qui doivent leur position à l'impérialisme et aux monopoles, sans quoi elles seraient balayées par la force du peuple travailleur. Cette situation est évidemment profitable aux États du centre impérialiste, ce que Lecointre traduit à la perfection en supposant une mutualisation militaire européenne dans un futur proche : « *la faiblesse de ces États conduit à ce que les crises se multiplient. Il n'y a aucune raison de penser que cette instabilité cesse d'ici à dix ou vingt ans […]. L'engagement au Sahel […] montre le transfert progressif d'une vision purement nationale vers un engagement européen. […] Dans dix ans l'Europe sera toujours engagée au Sahel et sans doute plus qu'aujourd'hui.* »

Quel ignoble cynisme de dire ça quand l'histoire nous montre les énormes réussites que les peuples peuvent accomplir dans de très courtes périodes une fois qu'ils sont délivrés du fardeau du capitalisme ! Il est clair que pour l'impérialisme il n'est pas question de permettre la stabilité, l'égalité, les conditions d'épanouissement social et démocratique des travailleurs et travailleuses, seuls les profits des monopoles importent.

**Pour un Sahel libre d'oppression et d'exploitation, solidaires de nos frères et sœurs de classe qui subissent l'intervention impérialiste, virons Barkhane !** ★

# ÉCOLOGIE

## UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE

➤ BROSS

L'urgence de la crise écologique, rendue clair par un consensus scientifique depuis les années quatre-vingt, est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Par des termes aussi divers que le « développement durable », la « décroissance » ou encore les « énergies vertes », des organisations et tendances diverses se réclament par leurs analyses comme porteuses de solution à cette crise. Mais pourquoi cette crise ? Que veut dire ce vocabulaire qui a grandi depuis des années ? Et comment y remédier ?

Lorsque de nombreux chercheurs datent notre entrée dans cette crise à la révolution industrielle, il nous faut voir quelle était la cause de cette évolution rapide et massive de la production : le capitalisme. En effet, dès le début de ce nouveau mode de production, où la société s'organise autour d'une minorité exploiteuse en vue de l'accumulation du capital et de l'exploitation du travail de la majorité, nous pouvons souligner deux facteurs déterminants qui n'ont cessé de provoquer les dégâts écologiques actuels. Tout d'abord l'utilisation massive d'énergies fossiles, sans aucune attention aux conséquences sur le long terme. Capitalisant sur ces ressources qui permettent un profit rapide tout autant dans son exploitation que dans son utilisation (on peut parler de motorisation de la société), les énergies comme celles-ci ou le charbon, même si moins importantes aujourd'hui, sont la principale cause des émissions massives de Co2. Ensuite, notons l'exploitation agricole intensive, sans aucun égard aux écosystèmes, là encore dans un but de production et de profit de plus en plus effréné. Ce processus agricole enclenché dès le capitalisme naissant a pris des proportions gigantesques avec les fameux OGM et des monopoles comme Monsanto. Le capitalisme, passant à son stade impérialiste avec la concentration de capitaux et la formation de monopoles a encore plus aggravé la crise déjà actée : la concurrence entre les impérialismes engendre pour les États bourgeois la nécessité d'utiliser les énergies fossiles pour accroître les forces militaires, toujours dans une logique d'expansion capitaliste effrénée et de conquête des matières premières.

Capitalisme-impérialisme et environnement sont donc inconciliables. Aucune politique environnementale conséquente n'est menée, car le mode de production capitaliste est fondamentalement incompatible et que les monopoles ne veulent pas limiter leur expansion des capitaux. L'État bourgeois français est au service des monopoles et organise la destruction de l'environnement. Le cas du glyphosate est paradigmatique : herbicide destructeur des sols et nocif pour la vie des travailleuses et des travailleurs (cancers), il a été promis en 2017 qu'il serait interdit. En 2020, Emmanuel Macron revient radicale-

ment sur cette promesse, soutenant que « cela tuerait l'agriculture ». Dans un domaine voisin, le gouvernement Macron a décidé d'augmenter le plafond d'émission des gaz à effet de serre à 422 millions de tonnes par an, contrairement à l'objectif de 398 millions de tonnes de Co2 initialement prévus. Ceci pour pouvoir soutenir… qu'il a respecté l'accord de Paris pour le climat et les émissions autorisées. Le gouvernement a par ailleurs provisionné 81 millions d'euros en prévision des probables amendes de la Cour de Justice de l'Union Européenne, à cause de son émission trop forte de dioxyde d'azote. L'État préfère donc mettre de côté une politique environnementale conséquente afin de pouvoir continuer à soutenir les monopoles et à détruire tranquillement l'environnement, ces taxes et amendes ne sont que de petites tapes derrière l'épaule. De fait, la bourgeoisie joue la politique qui lui est nécessaire en période d'intensification des crises. Et si elle met en place des mesures environnementales, ce n'est que pour améliorer l'image des monopoles et de l'État bourgeois : des mesures écrans, spectaculaires et vides, à l'instar de la « loi climat et résilience ».

Pour les communistes, la question principale est donc bien celle du mode de production en vigueur et non pas à des humains trop individualistes ou trop idiots pour comprendre les enjeux environnementaux. Il est faux de dire que les communistes n'ont jamais pris en compte la question climatique et qu'ils se sont contentés d'être « productivistes ». Cette idée fausse est une représentation bourgeoise, issue d'une propagande calomnieuse depuis plusieurs décennies. L'écologie a toujours eu une place importante chez les communistes et dans les écrits des penseurs comme Marx et Engels. En fait, la notion de « productivisme » a un caractère flou et maladroit, elle ne décrit en rien le projet communiste. Plusieurs acceptions du terme sont trouvables : soit il désigne une doctrine économique prônant la production pour la production, sans d'autre fin que la production elle-même ; soit il désigne l'idée selon laquelle l'objectif serait de produire en masse et de tout consommer sans tenir compte des conséquences. Parfois même, le productivisme est perçu comme étant le caractère de toutes sociétés industrialisées, incluant de fait le socialisme. La dénon-

ciation du « productivisme » est très prisée chez les décroissants et les primitivistes, véritables tenants de l'écologie réactionnaire. Or dans la société socialiste-communiste, la production n'est pas organisée pour les profits des capitalistes, mais pour répondre aux besoins des individus. La production est organisée et planifiée démocratiquement par les travailleuses et les travailleurs. L'environnement est pris en compte dans la mesure où il contient la santé des travailleuses et des travailleurs, de la même façon que la production ne peut pas se désintéresser des matières premières disponibles et de leur condition d'extraction et d'utilisation.

Dans les années 1930, l'URSS a mis en place des « parcs naturels » protégés de toute activité et fréquentation humaine. Ceux-ci sont encore aujourd'hui parmi les plus riches du monde en termes d'écosystèmes. À Cuba, l'agriculture intensive et les intrants (produits qui ne sont pas présents naturellement dans les sols et qui sont rajoutés pour améliorer les rendements des cultures) sont interdits, car ils dégradent les sols et sont une menace pour la souveraineté alimentaire de l'île. Aussi, l'agriculture intensive est remplacée par une agroécologie qui, à l'aide de techniques agricoles, vise à produire plus tout en faisant du « bio », afin de préserver les sols et l'environnement sur le long terme. À noter que pour se faire, il faut que les agriculteurs soient eux-mêmes agronomes, leur permettant d'être aux commandes des moyens de production. Il y a à Cuba un véritable soucis de formation des travailleuses et des travailleurs qui reçoivent une éducation de qualité et ne sont plus considérés comme une simple main-d'œuvre, mais comme les véritables créatrices et créateurs de richesses. Enfin, au Burkina Faso dans les années 1980, sous le régime de Thomas Sankara, fut lancé le premier programme africain de lutte contre la désertification et la déforestation. D'une part Sankara institua la coutume de planter un arbre à chaque grande occasion afin de combattre la désertification, et d'autre part il créa un ministère de l'environnement et s'engagea dans la lutte contre le déboisement, les feux de brousse et la chasse illégale.

Il est clair qu'une écologie réelle ne peut que passer par la construction du socialisme-communisme, mode de production qui garantit le respect de l'environnement et de la santé des travailleuses et des travailleurs. Le « capitalisme vert » que les monopoles et leur État bourgeois essaient de nous vendre n'est qu'un écran de fumée et a pour objectif de dépolitiser la question environnementale. Remettre en cause le capitalisme qui détruit nos vies, c'est poser la question politique : le pouvoir doit revenir au peuple-travailleur, le véritable créateur de richesses, et la production doit être scientifiquement et démocratiquement planifiée. ★

# ASSURANCE CHÔMAGE

## UNE RÉFORME NAUSÉABONDE

➤ **NEVINE**

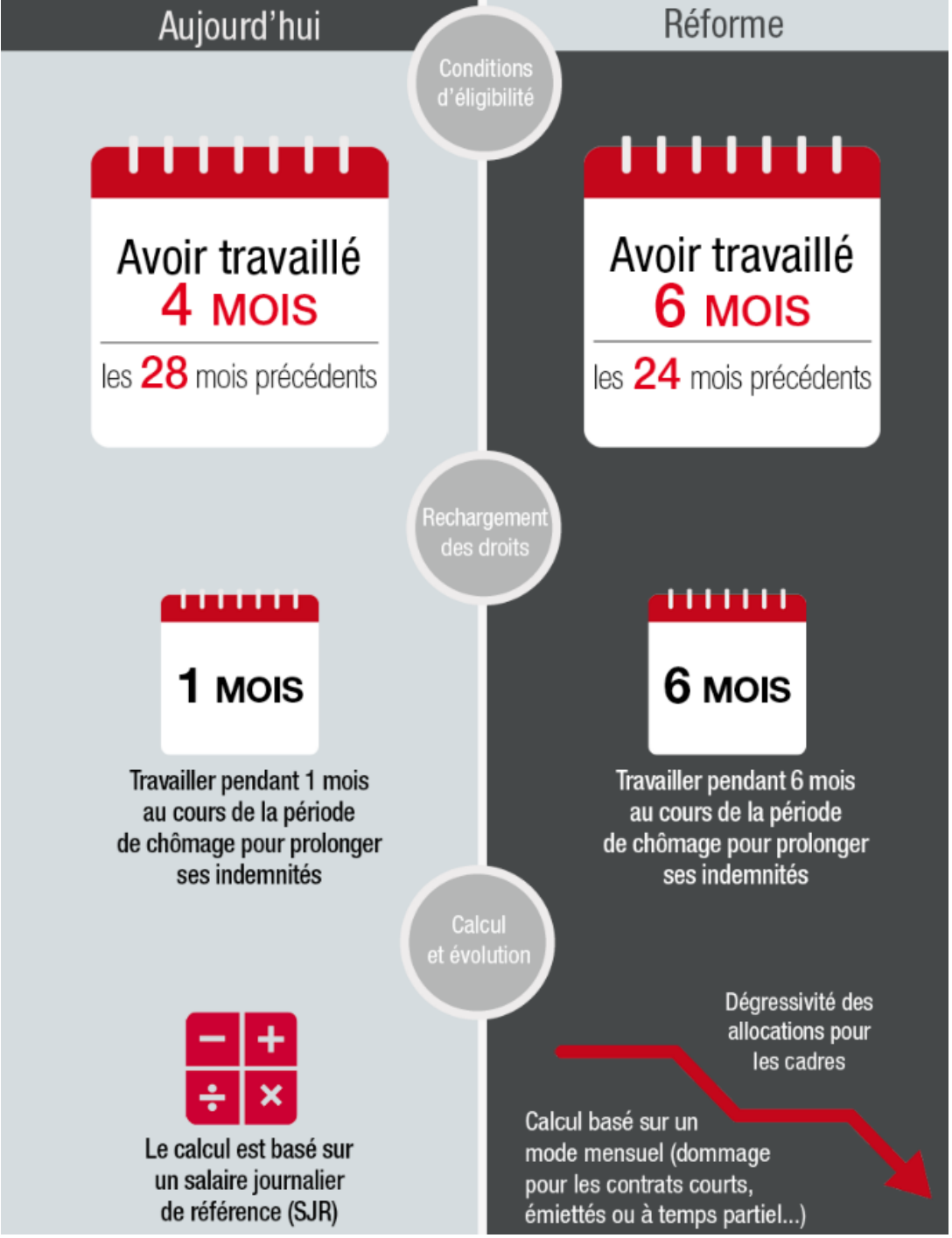
À partir du premier juillet 2021 se mettra en place la deuxième phase de la réforme de l'assurance chômage. Sa mesure phare : le changement du mode de calcul des indemnités, par le biais d'un nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence. Si la première année fera chuter drastiquement l'allocation de près de la moitié des chômeurs (selon l'Unédic), les autres années ne seront pas en reste. Pour la grande majorité des chômeurs (environ 63%), l'indemnisation totale touchée dans le cadre de l'assurance chômage sera revue à la baisse. Les personnes les plus concernées par ce changement seront par ailleurs les personnes d'ores et déjà placées dans les situations les plus précaires : les intérimaires et les salariés signataires d'un contrat à durée déterminée, en raison des périodes d'inactivité entre les différents emplois.

Le constat que l'on peut faire concernant l'impact de la réforme sur les bénéficiaires de l'allocation chômage, ou du moins sur la plupart des bénéficiaires et notamment sur ceux dans les situations les plus précaires, est le suivant : la réforme, bien qu'offrant une indemnisation plus longue (de trois mois environ), permettra en fait d'octroyer une indemnisation moins importante aux chômeurs.

Qu'en est-il de l'impact de cette réforme de l'assurance chômage sur l'État, et plus précisément sur ses finances ? Elle lui permettra de réduire significativement ses dépenses, de plus de deux milliards d'euros. La mise en oeuvre de cette réforme peut sembler malvenue pour ses bénéficiaires, dont le nombre ne cesse d'augmenter en raison de la gestion catastrophique de la crise actuelle par le gouvernement. Elle semble a contrario particulièrement opportune pour les finances publiques.

Ces sommes dérisoires comparées à l'importance de la crise actuelle et à ses répercussions inévitables, économisées par le gouvernement et par le Président de la République sur le dos des travailleurs, s'ajoutent à de nombreuses autres mesures du même acabit. Tous les efforts sont tendus vers le maintient des économies capitalistes, mises à mal par le grain de sable dans la machine libérale. Les États capitalistes, notamment dans le cadre de l'Union Européenne, s'entendent pour ignorer temporairement les énormes dettes qui se creusent. Le plan de relance annoncé en sommes faramineuses ne représente dans la pratique qu'une aide dérisoire qui sert les monopoles.

Ces dettes, qui devra les payer ? La réforme de l'assurance chômage, poursuivie contre vents et marées dans un contexte gravissime d'effondrement du travail, montre le chemin.




source : Nvo (CGT)

Ce que dévoile cette réforme, c'est la détermination farouche de la bourgeoisie à ne pas rembourser ses dettes mais à les faire rembourser par ceux qu'elle exploite. Ce sont ceux-là même sur lesquels elle bâtit sa prospérité et auxquels elle fait payer ses échecs. Cette logique de destruction ne peut plus guère se cacher.

Le milieu de la culture, violemment touché par les restrictions sanitaires, quasiment immédiatement considéré comme non essentiel et dans lequel la perte d'activité a été parmi les plus sévères, a dénoncé cette réforme. À l'initiative, notamment, des intermittants du spectacle ont eu lieu des manifestations dans plusieurs villes de France. Loin de réunir uniquement des professionnels du milieu culturel, certaines de ces manifestations ont été l'occasion d'observer une convergence des luttes.

Cette convergence de ce qui semble être un agrégat de plusieurs luttes s'explique ainsi: la lutte des classes n'est qu'une. Il ne s'agit pas d'un milieu ou de plusieurs milieux contre l'État bourgeois. Il s'agit de la lutte entre deux classes. Les travailleurs produisent la richesse matérielle et culturelle et assument ainsi l'économie du pays et de l'État. La bourgeoisie accapare ces richesses, se rend indispensable par une bureaucratie despotique et parasite. En se rendant apparemment nécessaire, elle souhaite donner l'impression d'être un soutien du peuple travailleur, en l'organisant et en assurant sa pérennité. C'est en fait bien son propre enrichissement qu'elle protège. Au coeur d'une crise politique, économique et sanitaire si importante, elle ne peut changer de logique sans perdre une grande partie de son capital. Alors, elle prend le risque de grossir les ficelles : c'est le cas de la réforme de l'assurance chômage. Ce dont les travailleurs et les travailleuses ont besoin, la bourgeoisie ne le cèdera pas. Seuls les travailleurs et les travailleuses pourront le prendre par la lutte de classe contre classe. ★

# JOE BIDEN

## L'EXPLOITATION CAPITALISTE AVEC LE SOURIRE

➤ ROX

Le 20 janvier 2021, Joe Biden fut investi président des États-Unis d'Amérique. Remplaçant le réactionnaire Donald Trump, l'élection de Joe Biden met les États-Unis sur la voie du progressisme et présente un espoir pour les travailleurs et les couches populaires, pour les personnes racisées et LGBT+… Ou est-ce vraiment le cas ?

Pourquoi l'élection de Joe Biden et une politique progressiste ne seraient pas une bonne chose ? Car l'élection de Joe Biden, en tant que réaction à la présidence de Donald Trump, n'est qu'un moyen d'appaiser les colères et contestations nées de cette dernière, et car sa politique ne pourra être que limitée, temporaire et hypocrite.

### *L'élection de Joe Biden : rompre avec Donald Trump pour appaiser les contestations*

L'élection présidentielle étatsunienne de 2020 opposait principalement deux candidats : Donald Trump, le président sortant et candidat du Parti républicain, et Joe Biden, candidat du Parti démocrate. Les choix étaient évidents : continuer avec la politique actuelle ou rompre avec elle. Mais dans les deux cas, la bourgeoisie en sortirait gagnante : avec la réélection de Donald Trump, elle pourrait continuer sa politique réactionnaire, l'exploitation affichée des travailleurs, ses discriminations et politiques à l'encontre des personnes racisées et des minorités sexuelles et de genre, etc ; à l'inverse, avec Joe Biden, elle pourrait appliquer une politique plus "sociale" et plus "juste" qui, même si elle est moins à son avantage, donne l'apparence d'une alternative et permettrait de donner une réponse positive aux contestations et colères nées de la présidence de Trump.

C'est finalement Joe Biden qui a été élu, et ce dernier fait bien son travail : avec des déclarations, discours et propositions de lois qui s'affichent comme étant en faveur des travailleurs, des couches populaires, des personnes racisées et des personnes LGBT+, les contestations commencent déjà à s'éteindre. Pari réussi pour la bourgeoisie, qui peut continuer à gouverner derrière un capitalisme arc-en-ciel. Car finalement, même si la surface est changée, le noyau de la politique menée reste le même, et avec lui ses caractéristiques et ses conséquences.

### *La politique de Joe Biden : le capitalisme rose au service de la bourgeoisie*

Le mode de production capitaliste est présent dans la quasi totalité des pays du

monde. Loin d'en être une exception, les États-Unis en sont au contraire un exemple. Or la politique de Joe Biden permet justement de maintenir le capitalisme aux États-Unis, d'aller dans son sens et dans le sens de la bourgeoisie, et de fait, de maintenir le statu quo. Mais pourquoi la politique de Joe Biden ne change et ne changera-t-elle rien à l'état des choses ?

Car les réformes sociales du gouvernement Biden ne pourront être que temporaires : elles ne sont pas faites pour durer et pourront à tout moment être reprises par la bourgeoisie et l'un de ses futurs présidents. Elles sont nées en réponse aux colères, aux contestations et aux luttes, et mourront lorsque ces dernières se seront suffisamment apaisées.

Car la politique de Biden est également hypocrite : est-on vraiment antiraciste, est-on vraiment en faveur des travailleurs, lorsque l'on fait et soutient la guerre au Moyen-Orient au profit de l'impérialisme étatsunien et de sa bourgeoisie ? Et qu'en sera-t-il justement de tous ces bourgeois, de tous ces Jeff Bezos, Bill Gates et Elon Musk, pour ne citer que les plus célèbres ? Sans aucun doute pourront-ils tranquillement continuer à exploiter leurs travailleurs et à amasser argent et biens grâce au travail de ces mêmes travailleurs.

Car la politique "sociale" de Biden ne sera enfin que limitée : l'horizon des réformes superstructurelles est obligatoirement limité par la base économique sur lesquelles elles sont faites. Or les États-Unis, comme État capitaliste par excellence, ont la base économique qui définit ce mode production, lequel s'assoit sur l'exploitation des travailleurs et la domination de la bourgeoisie, et profite des discriminations, du racisme, des LGBTphobies, etc. Comment donc s'occuper réellement de la condition des travailleurs, des couches populaires, des personnes racisées et des personnes LGBT+ sans toucher à la base économique, sans toucher au capitalisme lui-même ?

Il ne fait aucun doute : Biden est un élu de la bourgeoisie. Il applique une politique qui leur profite, qu'importe la couleur ou l'apparence de cette politique. Seules les personnes opprimées et lésées par le capitalisme, les travailleurs et travailleuses en tête, sont capables, par une prise révolutionnaire du pouvoir, de détruire le capitalisme et de modifier en profondeur la société. ★

# TOURNANT SÉCURITAIRE, CRISE ET INSTRUMENTALISATION MÉDIATIQUE

➤ TARAS

La crise économique et sanitaire, ainsi que la politique et les mesures prises par l'État bourgeois, ont fait plonger encore plus les travailleuses et les travailleurs dans la misère et la précarité. La situation actuelle exacerbe encore plus les contradictions propres au mode de production capitaliste qui ne répond plus aux besoins de la population mondiale. La lutte des classes est inévitablement amenée à se renforcer, mais la tendance est encore trop à la désorganisation et la spontanéité des mouvements sociaux. Par ailleurs, le chômage et la précarité, qui touchent une partie significative du prolétariat en France et dans le monde entier, sont à l'origine de la criminalité croissante, qu'elle soit liée aux différents trafics ou à la radicalisation religieuse ou nationaliste.

Dans ces conditions, on peut aujourd'hui observer que l'État bourgeois français renforce sa présence dans le monde sur la thématique de « lutte contre le terrorisme ». L'État français est un État impérialiste qui est au service des monopoles (Total, Areva, etc.) et dont la politique autoritaire intérieure trouve son prolongement dans sa politique extérieure. Avec sa prétendue lutte contre le terrorisme en Afrique et au Moyen-Orient, l'État bourgeois assure la sécurité du capital français et maintient les pays où l'armée française est présente dans un état de dépendance, afin de fournir à la France des matières premières et de la main-d'œuvre bon marché. On observe ici une instrumentalisation du terrorisme et de la question sécuritaire au profit des monopoles et du renforcement de l'État bourgeois contre les travailleuses et les travailleurs. Les médias bourgeois participent grandement du conditionnement de l'opinion publique et de l'acceptation de l'impérialisme.

De la même manière la question de la criminalité et de la sécurité est instrumentalisée par la bourgeoisie, afin de mener son attaque contre la classe ouvrière sous différentes formes dans les conditions de crise du capitalisme. Ce constat est encore plus évident au vu des récents événements. Le meurtre d'un policier à Avignon a une nouvelle fois permis à l'État de renforcer son discours sécuritaire. La manifestation orchestrée des policiers a reçu le soutien du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite mais aussi d'une partie de la social-démocratie avec les représentants du PS et du PCF, ce dernier montrant une fois de plus son caractère opportuniste et pourrissant, alors que même La France Insoumise a refusé d'y participer. On voit ici que les médias ont joué un rôle important dans le conditionnement de l'opinion publique en imposant le débat sur la sécurité, imprégnant l'ensemble des organisations politiques. La criminalité est une aubaine pour les monopoles, qui cherchent systématiquement une justification pour des réformes toujours plus autoritaires voire fascisantes.

Policiers brûlés à Viry-Châtillon : Florian Philippot dénonce "un laxisme de la justice"

28 k vues • il y a 1 mois

Non Stop

Florian **Philippot** était invité dans "Morandini Live". Il a réagi au verdict des policiers brûlés dans l'Essonne rendu dans la nuit du ...

"Faut-il envoyer l'armée dans les banlieues" ? Florian Philippot répond

70 k vues • il y a 1 mois

Non Stop

Invité dans "Morandini Live" ce jeudi 29 avril 2021, le Président des "Patriotes" a réagi à ce policier qui a frôlé la mort, battu par ...

VALEURS ACTUELLES

## Rodéos urbains : un motard fonce volontairement sur un policier à Vitry-sur-Seine

Les médias bourgeois diffusent en permanence des « reportages choc » sur les trafics de drogue et de stupéfiants. L'image renvoyée est celle de banlieues comme « zones de non droit », relevant de la mystique du « sauvage », d'une sorte de jungle où le chaos règne constamment. De fait, les médias bourgeois amalgament et assimilent les habitants des cités à des trafiquants, ce qui sert la division des travailleurs et des travailleuses, mais aussi au renforcement de l'État bourgeois. Mais c'est bien le fort taux de chômage, la précarité grandissante, les politiques sociales et migratoires désastreuses, la limitation de l'accès aux études et l'urbanisation défaillante depuis des dizaines d'années qui ont fait des cités des zones de détresse sociale pour la jeunesse, dont une partie très minoritaire est poussée vers la criminalité et la radicalisation.

Dans ce contexte d'accentuation de la crise capitaliste, des lois autoritaires portant sur la sécurité sont adoptées en grande quantité et l'état d'urgence est de plus en souvent décrété pour lutter contre le terrorisme. Dans les conditions de la crise sanitaire on peut même y évoquer les couvre-feu qui ont refait leur apparition ainsi que le traçage numérique. La police se voit dotée de plus en plus de prérogatives en matière d'interventions et de perquisitions particulièrement dans les quartiers populaires, contre une jeunesse qui se trouve livrée à elle-même dans des conditions de précarité et de chômage croissantes. La jeunesse d'origine immigrée ou de croyance musulmane est aussi de plus en plus visée par la politique répressive de l'État et par le matraquage médiatique fondés sur l'islamophobie.

Le vrai problème, c'est le capitalisme. C'est un système en crise qui ne peut pas trouver de solutions en dehors d'une accentuation de l'exploitation et d'une dégradation de nos conditions de vie. L'État et les médias bourgeois ne cessent d'instrumentaliser les effets de la crise pour faire diversion et pour diviser les travailleuses et les travailleurs. Ils fabriquent des peurs, alors que la principale peur est celle du lendemain. Afin de lutter contre la source de tous les maux actuels, la seule solution c'est l'organisation de notre colère et la lutte pour une société plus juste, où le chômage, la précarité et la guerre contre les autres peuples n'existeront plus. ★

# 22 JUIN 1941
# OPÉRATION BARBAROSSA
## L'URSS EN GUERRE

➤ JIM

Il y a 80 ans, le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie lançait sa grande offensive contre l'Union Soviétique. L'opération Barbarossa est alors « la plus grande invasion de l'histoire militaire » selon l'historien américain Geoffrey Roberts et elle a pour objectif de détruire le système socialiste. Cette offensive marque le début d'une longue guerre qui révéla le rôle décisif de l'URSS dans la victoire sur le fascisme allemand. Depuis plusieurs années, la bourgeoisie essaie d'épurer l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en réduisant le poids de l'URSS, de l'Armée Rouge et du système socialiste soviétique. Dans les programmes scolaires, les causes de ce conflit mondial sont aussi évacuées, se concentrant uniquement sur l'« expérience » et les violences de la guerre. Quelles sont les causes de la Seconde Guerre mondiale ? Pourquoi l'Allemagne nazie a-t-elle attaqué l'URSS ? Quel est le rôle de cette dernière dans l'un des plus grands conflits que le monde ait connu ?

### *I°) Les origines du conflit*

La Seconde Guerre mondiale trouve ses origines dans de multiples facteurs historiques sur le moyen et le long terme. Au XIXe siècle, à mesure que les pays capitalistes développent leur industrie et leurs capitaux, une concurrence frénétique s'amorce entre eux pour les parts de marchés et la colonisation de nouveaux territoires. Ceci est le fruit de la loi de l'inégalité de développement économique des pays dans le capitalisme-impérialisme. Alors en pleine expansion dans le monde, ce dernier est secoué de multiples crises économiques mais aussi sociales avec la poussée des mouvements ouvriers. Ce processus historique d'expansion et de crises capitalistes donne lieu à un conflit généralisé, la Première Guerre mondiale. Ce conflit provoque un repartage des parts de marché dans le monde avec la défaite de l'impérialisme allemand, mais il engendre aussi une victoire du mouvement ouvrier international avec la Révolution Russe de 1917, montrant que les peuples peuvent alors prendre leur destin en main et construire un système économique et social différent, le socialisme-communisme.

La Première Guerre mondiale a laissé les peuples exsangues et accru les contradictions inter-impérialistes. Derrière l'investissement massif de capitaux pour la reconstruction, la crise capitaliste s'est en réalité amplifiée. Aussi, les mouvements ouvriers se réorganisent et se développent avec leur regard tourné vers la jeune Union Soviétique. Dans les pays vaincus, les impérialistes maintenaient leurs projets et s'appuyaient de plus en plus sur des groupes

politiques capables d'une radicalité. L'objectif était de renforcer la domination de classe bourgeoise, en réorganisant l'État bourgeois et l'économie, afin de poursuivre l'expansion capitaliste et la conquête des parts de marché et des matières premières, ainsi que mettre un terme au développement des mouvements ouvriers de plus en plus menaçants. Le fascisme répondait à ces nécessités dans les pays les plus touchés par la défaite, la crise économique et la pression des mouvements ouvriers. En Italie et en Allemagne, il s'appuyait sur les déceptions causées par la défaite et sur une idéologie guerrière de conquête de nouveaux territoires. En Allemagne particulièrement, la démobilisation chaotique de 1918 a participé de la constitution de milices para-militaires d'extrême-droite, les « corps francs ». Ce sont ces milices qui ont constitué le fer de lance du fascisme-nazisme et de sa « croisade » contre les « ennemis de la nation » et de la « race allemande » : les Juifs et les communistes.

Les années 1930 connaissent alors une montée des tensions inter-impérialistes et la crise internationale de 1929 a amplifié la crise du capitalisme. Pour permettre le maintien de leur domination de classe, les impérialistes envisagent un probable conflit mondial. Face à la poussée de l'impérialisme allemand en Europe et dans les colonies, la France et la Grande-Bretagne scellent une alliance mais retardent dans le même temps la guerre contre Hitler et ses alliés en pratiquant la « politique d'apaisement ». Il s'agissait de faire des concessions aux nazis, dans la perspective que ces derniers engagent une guerre à l'Est contre leurs ennemis idéologiques, les communistes soviétiques. La Seconde Guerre mondiale tient donc ses origines dans un double mouvement historique : la concurrence frénétique inter-impérialiste pour les capitaux, les matières premières et les parts de marché ; les velléités impérialistes de sortir de la crise capitaliste en renforçant leur domination de classe et en mettant un terme aux mouvements ouvriers révolutionnaires.

## *II°) La préparation à la guerre*

La politique de l'URSS dans les années 1930 s'ancrait dans le maintien de la paix. Ce sont les années du développement et de la consolidation du système socialiste, mais aussi de la préparation de sa défense. Du fait de son isolement et de son encerclement par les impérialistes, l'URSS menait une politique conséquente pour repousser un maximum l'échéance de la guerre contre l'Allemagne. Celle-ci était prévisible depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 et ses discours d'expansion de « l'espace vital », mais aussi avec la multiplication de provocations, à l'instar du « Pacte Anti-Komintern » (1936) et des attaques japonaises en 1938. Dès les années 1937-1938, l'URSS envisageait de sceller un traité d'assistance mutuelle avec la France et la Grande-Bretagne. Malgré leur opinion publique favorable à ce traité, ces deux pays firent traîner les négociations pour finalement refuser. Dans les faits, la France et la Grande-Bretagne menaient un double jeu : ils sécurisaient leurs positions en Europe face à la poussée des nazis et ils espéraient régler les contradictions inter-impérialistes par la guerre entre les États fascistes et l'URSS. Face aux pressions de l'Allemagne et ses alliés à l'Ouest et du Japon à l'Est, face aux manipulations diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne, face à la nécessité de poursuivre la préparation de la défense du socialisme, les autorités soviétiques ont pris l'importante décision de conclure avec l'Allemagne un traité de non-agression, proposé par le gouvernement allemand.

Ce traité de non-agression est présenté par l'historiographie bourgeoise comme une alliance entre deux « totalitarismes », ce serait une conséquence de deux régimes qui se

ressembleraient. Pour les anti-communistes dans le mouvement ouvrier (trotskistes, anarchistes), il s'agit ici d'une « trahison » des intérêts du prolétariat. Ces deux explications ne fonctionnent pas. Dans les deux cas, on fait le jeu de la bourgeoisie et du fascisme. Dans le cas des anti-communistes, on nie la lutte de classes dans sa complexité et ses rapports de force, on nie la nécessité de compromis politiques pour renforcer ses positions : ce dogmatisme aurait abouti à la défaite de l'Union Soviétique et à la défaite du socialisme.

Il s'avère que ce traité de non-agression s'est révélé vital. Il a permis à l'URSS de poursuivre sa préparation de la défense du pays et du système socialiste. Considérant l'avancée rapide des forces allemandes vers l'Est, prenant compte du fait que le traité ne serait toutefois pas respecté sur le long terme par l'Allemagne nazie, l'Union Soviétique fit repousser ses frontières en septembre 1939 en envoyant des unités de l'Armée Rouge. Les régions occupées permirent aux Soviétiques de gagner du terrain et donc du temps face aux forces fascistes. Dans le même temps, l'URSS accrut et réorganisa sa production industrielle. Grâce aux efforts du parti et de la classe ouvrière, le pays se dota d'une base industrielle capable de soutenir un effort de guerre, avec notamment un développement de l'industrie de guerre. De fait, le système socialiste – c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production, la planification centralisée de la production et l'extension des droits sociaux – permit le rattrapage du retard sur les pays capitalistes et de préparer la guerre à venir.

## *III°) L'URSS en guerre*

En juin 1941, l'Armée rouge comptait 5,5 millions de soldats (plus de 300 divisions). L'idée d'une impréparation de l'Union Soviétique est un mythe : selon l'historien Geoffrey Roberts, *« 2,7 millions d'hommes étaient stationnés sur les districts occidentaux »* (c'est-à-dire à la frontière avec l'Allemagne) et *« cette grande force fut mise en état d'alerte et avertie d'une attaque surprise potentielle côté allemand »* dans la nuit du 21 au 22 juin 1941. De plus, durant les mois de mai-juin de la même année, Staline accéléra la mobilisation et les préparatifs de guerre. Toujours selon l'historien américain, l'URSS fit appel à 800,000 réservistes et transféra des milliers d'hommes sur les frontières occidentales. Si Staline décida de ne pas lancer une mobilisation générale, c'était principalement pour ne pas entrer dans une escalade, avec l'idée qu'il fallait retarder la guerre jusqu'en 1942.

L'offensive du 22 juin 1941 ne surprit donc personne. Toutefois, l'armée allemande fit une percée spectaculaire et appliquait à nouveau sa Blitzkrieg (« guerre éclair ») qui avait brisé les armées polonaises et françaises. L'opération Barbarossa fut, plus qu'en 1939, une attaque stratégique dans laquelle l'Allemagne nazie engageait toutes ses forces dès les premiers jours. Ce sont alors « 152 divisions allemandes appuyées par 14 divisions finlandaises au nord et 14 divisions roumaines au sud » (G. Roberts), soit plus de 3,5 millions de soldats, qui déferlent sur l'Union Soviétique. L'objectif est clair : détruire le régime socialiste soviétique par une Vernichtungskrieg, une « guerre d'extermination » et d'anéantissement. La propagande nazie insiste alors sur l'aspect d'une croisade défensive contre l'ennemi « judéo-bolchévique » qui menace la civilisation européenne et la « race aryenne ». Les instructions de combat pour la Wehrmacht vont dans ce sens : diriger la lutte contre l'idéologie communiste et ses partisans, briser et liquider de manière impitoyable toute résistance des communistes et des Juifs et tuer systématiquement les commis-

saires, c'est-à-dire les officiers politiques de l'Armée Rouge. De plus, pour les nazis, les peuples slaves d'URSS font partie d'une race inférieure de « sous-hommes » qu'il fallait exploiter. La guerre recouvre donc une dimension raciste. À ses généraux, Hitler expliqua en mars 1941 que « *la guerre contre la Russie est de ce type de guerre qui ne pourra pas être menée de façon chevaleresque ; c'est une lutte entre idéologies et races différentes, et elle ne pourra être conduite qu'avec un niveau de violence sans précédent, sans pitié ni répit* » (cité par l'historien américain John Keegan).

En trois mois, les Allemands capturent Kiev, encerclent Léningrad et sont aux portes de Moscou. À la fin de l'année 1941, l'Armée Rouge enregistre 4,3 millions d'hommes en pertes totales, dont 142,000 officiers (presque un quart des effectifs des officiers). Les manœuvres allemandes font beaucoup de dégâts à l'Armée Rouge mais les Soviétiques résistent et lancent plusieurs contre-attaques, forçant les Allemands à reculer pour se réorganiser. La guerre éclair souhaitée par les nazis n'a pas eu les effets escomptés et l'invasion allemande a été repoussée. Fin 1941 à Moscou, l'Armée Rouge lance une contre-offensive qui repousse la Wehrmacht à 70 kilomètres de la ville. Contrairement aux campagnes de Pologne et de France, les forces fascistes rencontrent une résistance acharnée de peuples coalisés dans la défense du régime socialiste. L'illustre bataille de Stalingrad en est le symbole : pendant plusieurs mois dans des conditions extrêmes, les Soviétiques combattent l'armée allemande, la victoire ravive l'espoir mondial de terrasser les forces fascistes.

À Stalingrad, « *les Soviétiques ont pris l'initiative stratégique et ne l'ont jamais perdue* » souligne G. Roberts. L'année 1943 marque le tournant de la guerre à l'Est, les forces fascistes sont alors dans une phase de repli, malgré leur contre-offensive déjouée à Koursk. Jusqu'à Berlin, l'Armée Rouge va libérer les peuples du joug fasciste et permettre la victoire sur l'Allemagne nazie. Les bases de la victoire sont à la fois conjoncturelles et structurelles. D'un côté, l'Armée Rouge s'est relevée de son manque d'expérience au début du conflit et les erreurs allemandes, la mobilisation patriotique, la discipline et le commandement de Staline et des généraux soviétiques ont joué un rôle précieux. De l'autre, ce sont des bases économiques qui ont été fondamentales. Le système socialiste et la mobilisation politique de la classe ouvrière ont montré leur efficacité en temps de crise, notamment par la délocalisation des industries et des travailleurs au début de la guerre et par la planification centralisée de la production.

Depuis plusieurs années, la bourgeoisie a édulcoré la contribution concrète de l'URSS et les sacrifices de plus de 22 millions d'hommes et de femmes dans la victoire sur les forces fascistes. L'idéologie bourgeoise, grâce aux films, séries, jeux-vidéo, etc., s'est diffusée et a ancré l'idée que la victoire est due aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Mais jamais les capitalistes ne pourront gommer leur responsabilité dans cette guerre et effacer les mérites de l'Union Soviétique et de son système socialiste. Ce sont les efforts soviétiques qui ont inspiré des millions d'hommes et de femmes dans le monde à poursuivre et amplifier leur lutte contre les envahisseurs fascistes. Cette dynamique a permis, après la guerre, l'ouverture de nouveaux fronts pour la révolution prolétarienne dans le monde, avec de multiples luttes pour la libération nationale contre l'impérialisme et le colonialisme. ★

➤ VICKEN

# ★ NIKOLAÏ ALEKSANDROVITCH SEMACHKO

Médecin bolchevik et ami personnel de Lénine, Semachko est entré dans l'Histoire en tant que père du service public soviétique de la santé. Premier commissaire du peuple à la santé de la Russie soviétique puis de l'URSS de 1918 jusqu'en 1930, Semachko a eu à s'occuper de la situation sanitaire catastrophique d'un pays marqué par le lourd héritage du régime tsariste et ruiné par 7 ans de guerre civile et de blocus causé par les impérialismes.

C'est sous sa direction que des milliers de soignants, tout fraîchement formés en majorité, ont bâti un système de santé publique qui a éradiqué toutes les épidémies autrefois ravageuses et organisé la prévention sanitaire et épidémique. Grâce à sa contribution, les peuples d'URSS ont pu planifier la santé de manière démocratique pour répondre aux besoins et aux situations spécifiques de chaque territoire soviétique. Mondialement connu sous le nom de « système Semachko », ce modèle a été un élément décisif dans la victoire antifasciste de 1945 ainsi que dans la reconstruction de l'URSS Le système a par la suite servi d'inspiration pour la santé publique dans les pays socialistes. C'est le cas de Cuba, qui excelle dans la médecine, la pharmacie et les biotechnologies.

En cette période où le capitalisme démontre toujours plus son incapacité croissante à solutionner la pandémie de Covid-19 et détruit nos vies, l'œuvre de Semachko nous prouve qu'un autre modèle de santé est possible. Celui-ci est socialiste-communiste, c'est-à-dire fondé sur les besoins des travailleuses et des travailleurs.

# ★ CLARA ZETKIN

Dirigeante du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) et figure historique et centrale de la lutte pour l'émancipation des femmes, Clara Zetkin a marqué les esprits par l'intransigeance de ses convictions, son incroyable charisme et son extraordinaire courage politique. En 1875, alors qu'elle adhère tout juste au Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), le chancelier Otto Von Bismarck promulgue les lois anti-socialistes qui interdisent le parti avec toutes les organisations socialistes, condamnant leurs activités et militants à la clandestinité jusqu'en 1890. Cela n'empêche pas Clara Zetkin de participer activement à la diffusion du journal du parti dont elle en devient correspondante à Paris. C'est également à cette époque qu'elle commence à travailler à l'organisation des femmes ouvrières dans le sens des idées marxistes, révolutionnaires et internationalistes.

Première dirigeante de l'internationale socialiste des femmes en 1907 et initiatrice de la journée internationale des femmes, elle est pourtant contestée pour son « autoritarisme » ou encore sa « rigidité doctrinaire » par l'aile réformiste du SPD. La rupture sera consumée avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale en 1914 puis la révolution allemande de 1918 : le SPD révéla sa nature collaboratrice avec la bourgeoisie, lorsqu'il soutient dans un premier temps l'entrée en guerre, puis dans un second la répression des révolutionnaires.

Adhérente au Parti Communiste d'Allemagne, elle en devient dirigeante et elle devient députée au Reichtag et membre de la direction de la IIIéme Internationale de 1921 jusqu'à sa mort en 1933 à Moscou. Doyenne du Reichtag en 1932, elle y prononce un discours en août de la même année visant à combattre la barbarie nazie. Aujourd'hui et plus que jamais, Clara Zetkin nous montre l'exemple d'une militante et dirigeante révolutionnaire qui voulait en finir avec les inégalités entre les femmes et les hommes, mettre fin au capitalisme et construire une société socialiste-communiste.

# QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire. Pour cela, nous devons organiser notre colère dans une organisation politique que l'UJC se fixe pour objectif de construire.

## CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME
## REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐
Je rejoins l'UJC ☐
NOM, Prénom : _____
Ville, Code Postal : _____
Téléphone : _____
Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR